

BE-A0525_724116_807617_FRE

Inventaire des archives de la Commune de
Bois-de-Villers. Dépôt 2023 (1846-1976
(1981))



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	11
Organisation.....	11
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	18
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
2 - 5 Registres aux délibérations du Conseil communal. 1912-1929, 1934-1976.	21
.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
8 - 12 Registres aux délibérations du Collège échevinal. 1857-1925, 1934-1966, 1971-1976.....	21
C. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	22
D. Répertoire des actes.....	22
14 - 18 Répertoires des actes. 1884-1940.....	22
E. Correspondance générale.....	23
20 - 24 Correspondance générale. 1925-1929, 1948-1971, 1975.....	23
25 - 35 Registres-indicateurs de la correspondance. 1927-1967.....	23
F. Tutelle administrative.....	24
G. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	24
37 - 43 Dossiers relatifs aux contentieux et aux actions en justice. 1939, 1952,	

1957-1959, 1963-1972.....	24
II. Organisation et personnel.....	26
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	26
B. Organisation et membres des organes politiques.....	26
C. Archives communales.....	27
D. Personnel des services.....	27
1. Généralités.....	27
2. Dossiers du personnel.....	27
59 - 62 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1930-1935, 1937, 1951-1960.....	27
63 - 65 Dossiers individuels des cantonniers-fossoyeurs. 1931, 1934-1960.....	28
66 - 68 Dossiers individuels des secrétaires communaux. 1933-1964.....	28
III. Patrimoine.....	30
76 - 78 Dossiers relatifs aux locations. 1935, 1957-1958, 1962-1963, 1972-1975.....	30
81 - 88 Dossiers relatifs aux emprises. 1954-1979.....	31
IV. Finances et fiscalité.....	32
A. Généralités.....	32
B. Comptabilité du secrétariat.....	32
1. Budgets et annexes.....	32
91 - 97 Budgets annuels. 1919-1928, 1930-1976.....	32
2. Emprunts.....	32
98 - 107 Dossiers relatifs aux emprunts. 1937-1976.....	33
3. Subventions des autorités supérieures.....	33
C. Comptabilité du receveur.....	34
1. Registres de comptabilité.....	34
111 - 126 Grands-livres des recettes et dépenses. 1958-1973.....	34
2. Comptes et pièces justificatives.....	35
127 - 132 Comptes annuels. 1922, 1925-1973, 1975-1976.....	35
133 - 160 Pièces justificatives aux comptes. 1945-1949, 1956-1976.....	36
156 - 157 1974.....	37
159 - 160 1976.....	38
3. Entrée en fonction du receveur.....	38
D. Impositions et taxes.....	38
162 - 170 Dossiers relatifs aux taxes communales. 1935-1977.....	38
E. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	39
V. État civil.....	40
VI. Population.....	41
A. Registres et mouvements de la population.....	41
180 - 193 Registres de la population. 1846-1900, 1911-1920, 1931-1970.....	41
182 - 183 1911-1920.....	41
184 - 186 1931-1947.....	41
187 - 189 1948-1960.....	41
190 - 193 1961-1970.....	42
196 - 203 Index des registres de la population. 1931-1980.....	42
196 - 197 1931-1947.....	42
198 - 200 1948-1960.....	42
201 - 202 1961-1970.....	43
204 - 207 Relevés généraux des mouvements de la population. 1946-1974..	43
211 - 214 Fiches-index de la population. 1961-1970.....	44
215 - 216 Registres des entrées. 1961-1976.....	44
217 - 218 Registres des sorties. 1961-1976.....	44

B. Cartes d'identité.....	44
C. Étrangers.....	45
221 - 222 Registres des étrangers. 1928-1933, 1936-1955.....	45
225 - 226 Registres de contrôle des cartes d'identité. 1959-1970.....	45
VII. Élections.....	46
A. Listes électorales et listes dérivées.....	46
229 - 240 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1929-1937, 1948-1950, 1952-1954, 1958-1976.....	46
B. Révision des listes électorales.....	47
242 - 248 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1938, 1946, 1949-1952, 1954-1956, 1958-1959, 1972-1974.....	47
C. Dossiers des élections.....	48
250 - 255 Dossiers relatifs aux élections communales. 1926, 1946, 1952, 1958, 1964, 1970.....	48
257 - 260 Dossiers relatifs aux élections législatives. 1929, 1949-1950, 1954.....	48
261 - 265 Dossiers relatifs aux élections législatives et provinciales. 1958, 1961, 1968, 1971, 1974.....	49
VIII. Affaires militaires et guerres.....	50
A. Service militaire.....	50
268 - 312 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1932-1969, 1972-1976.....	50
315 - 316 Dossiers relatifs aux indemnités de milice. 1939-1974.....	54
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	54
C. Guerres et conséquences.....	54
IX. Ordre et sécurité publics.....	56
A. Police.....	56
332 - 334 Dossiers relatifs aux missions de police judiciaire. 1933-1960.....	56
335 - 340 Dossiers relatifs aux missions de police administrative concernant la tranquillité, la sécurité et l'ordre publics. 1911, 1934-1975.....	56
B. Service d'incendie et autres services d'ordre communaux.....	57
X. Santé publique.....	58
A. Inspection d'hygiène.....	58
B. Inspection médicale scolaire.....	58
C. Surveillance de la pratique médicale.....	58
D. Lutte contre les maladies épidémiques.....	58
348 - 350 Dossiers relatifs aux campagnes de vaccination. 1941, 1947, 1950-1976.....	58
E. Analyse de l'eau potable.....	58
F. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	59
G. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	59
354 - 366 Dossiers relatifs aux autres établissements dangereux, insalubres ou incommodes. 1903-1976.....	59
367 - 368 Dossiers relatifs aux autorisations accordées pour l'établissement de briqueteries temporaires. 1908, 1923-1927.....	60
369 - 381 Dossiers relatifs aux autorisations accordées pour l'établissement de réservoirs de carburants. 1919-1976.....	60
382 - 383 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisations pour l'établissement de boulangeries. 1929, 1945-1946.....	61
384 - 389 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisations pour l'établissement de garages automobiles. 1930-1964.....	62
390 - 393 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisations pour l'établissement de boucheries-charcuteries. 1935, 1945, 1955, 1962.....	62
394 - 399 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisations pour l'établissement	

de moteurs. 1935-1936, 1964.....	63
400 - 401 Registres-indicateurs des autorisations accordées. 1935-1967.....	63
402 - 407 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisations pour l'établissement d'ateliers de menuiserie. 1939, 1949-1968.....	63
408 - 412 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisations pour l'établissement et la modification d'usines et manufactures agroalimentaires. 1945-1971.....	64
413 - 416 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisations pour l'établissement de salles de spectacle et cinémas. 1950-1957.....	65
417 - 437 Dossiers relatifs aux autorisations accordées pour l'établissement de réservoirs à gaz propane ou butane. 1951-1976.....	65
H. Autres préoccupations concernant l'environnement.....	67
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	68
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	68
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	68
2. Bâtiments scolaires.....	68
3. Bâtiments du culte.....	70
462 - 468 Dossiers relatifs aux travaux réalisés à l'église. 1927, 1929-1930, 1938-1939, 1955-1956, 1963-1967.....	70
470 - 471 Dossiers relatifs aux travaux de construction d'un nouveau centre paroissial. 1966-1974.....	71
4. Cimetière.....	71
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	71
478 - 490 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration de la voirie. 1929, 1933-1967.....	72
C. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	73
D. Services d'utilité publique.....	74
1. Distribution d'eau.....	74
498 - 499 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration et d'extension du réseau. 1934-1947, 1956-1977.....	74
501 - 502 Plans en rouleau relatifs au réseau local de Bois-de-Villers. 1937.....	74
2. Distribution d'électricité et éclairage public.....	75
508 - 513 Dossier relatif aux travaux d'extension et de renforcement du réseau de distribution d'électricité. 1927-1976.....	75
514 - 515 Dossiers relatifs à la participation aux coopératives intercommunales. 1935-1975.....	75
516 - 520 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration et d'extension du réseau d'éclairage public. 1936-1943, 1948-1974.....	76
3. Téléphone.....	77
527 - 530 Dossiers relatifs aux installations téléphoniques réalisées par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT). 1940, 1952-1976.....	77
4. Transports en commun.....	77
E. Aménagement du territoire.....	78
1. Plans communaux.....	78
2. Permis de bâtir.....	78
XII. Enseignement.....	79
XIII. Culture, sports et divertissements.....	80
XIV. Économie.....	82
569 - 571 Dossiers relatifs aux dégâts agricoles. 1954-1976.....	82
XV. Affaires sociales et règlementation du travail.....	84
578 - 582 Dossiers relatifs aux collocations d'aliénés placés en institut. 1934-1938, 1942-1968, 1975.....	84

589 - 590 Registres des demandes de prestations. 1963-1976.....	85
XVI. Relations avec la Fabrique d'église Saint-Roch.....	86
A. Généralités et personnel.....	86
B. Patrimoine.....	86
C. Finances.....	86
598 - 603 Budgets annuels. 1929-1930, 1935-1976.....	86
604 - 609 Comptes annuels. 1924-1928, 1933-1976.....	87

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Bois-de-Villers. Dépôt 2023

Période:

1846 - 1976

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.937

Etendue:

- Nombre d'articles: 610.00
- Etendue inventoriée: 11.95 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune de Bois-de-Villers, 1800 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de moins de 30 ans ou de plus de 30 ans mais non librement communicables en raison de restrictions légales liées par exemple à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont communicables moyennant une autorisation du Collège communal. Les archives de plus de 30 ans et sans restriction légale sont librement communicables. Les archives de plus de 100 ans sont réputées ne plus contenir de données à caractère personnel sur des personnes vivantes et sont donc librement communicables.

Pour les registres de la population et les registres des étrangers clos depuis moins de 120 ans, seuls des extraits, des certificats ou des listes de personnes peuvent éventuellement être délivrées moyennant une autorisation écrite du Collège communal. Les registres clos depuis plus de 120 ans sont communicables à des fins généalogiques ou historiques ou d'autres fins scientifiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter le portail www.arch.be.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans. Pour les registres de moins de 120 ans, une autorisation du Collège communal est nécessaire.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Bois-de-Villers

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton° ". Entre 1795 et 1800, Bois-de-Villers dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Fosses-la-Ville, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an° VIII (17 février 1800), Bois-de-Villers devient une commune à part entière. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Fosses-la-Ville. ¹

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur ; des arrondissements administratif et judiciaire de Namur. Bois-de-Villers relève par ailleurs du canton de milice de Namur à partir de 1817, puis de celui de Wépion à partir de 1903, et enfin de celui de Fosses-la-Ville à partir de 1913. ²

Bois-de-Villers est situé sur un plateau accidenté de la vallée de la Meuse, à environ trois kilomètres sur la rive gauche du fleuve, et à moins de 10 kilomètres au sud-ouest de Namur. Son sous-sol est caractérisé par un réseau de grottes, le " Trou des Nutons ", découvert en 1959. ³

Jusqu'en 1830, la moitié du territoire de la commune est occupée par les bois. La population est dispersée dans les défrichements. De 473 hectares en 1834, la superficie agricole augmente et se maintient autour de 800 hectares jusqu'en 1929 ; elle baisse ensuite progressivement jusqu'à 585 hectares en 1959. Le nombre d'exploitations agricoles passe de 295 en 1846 à 363 en 1895, 379 en 1929, et 402 en 1959. C'est dans ce secteur que travaille la majorité de la population. Traditionnellement, la production de fruits de table fait la renommée de la région : il existe des marchés aux fruits importants et des marchands spécialisés jusqu'à la seconde moitié du XXe siècle. ⁴

Il existe aussi une petite activité industrielle : outre les productions artisanales, on compte une carrière de pierres et une carrière de sable, deux entreprises de construction (employant une centaine d'ouvriers) et un atelier de débitage de bois en 1896 ; on compte plus tard d'autres petites industries et entreprises dans les domaines de la construction et de l'alimentaire, notamment des

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

3 DELOOZ R., En remontant la Meuse : Wépion, Dave, Profondeville, Lonzée, 1999, p. 110.

4 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 198 et DELOOZ R., idem, p. 116.

laiteries, qui emploient en tout près de 150 personnes en 1961. ⁵

À la fin du XIXe siècle, une ligne de tram est établie et relie le village aux communes voisines. Ce réseau est supplanté par le service d'autobus et démantelé dans les années 1950. ⁶

La population de Bois-de-Villers évolue comme suit : 884 habitants en 1801, 1.543 en 1846, 1.439 en 1910, 1.599 en 1961 et 1.861 en 1976, pour une superficie de 958 hectares. ⁷

Le déclin démographique est enrayé assez vite par l'afflux de nouveaux résidents venus de l'extérieur. C'est un phénomène qu'on peut attribuer au double avantage qu'a Bois-de-Villers d'avoir gardé son aspect rural tout en profitant de sa proximité avec Namur.

La commune conserve toujours un patrimoine immobilier relativement ancien, notamment un ancien presbytère construit en grès et briques dans le dernier tiers du XVIIe siècle, ainsi que quelques fermes du XIXe siècle. On note aussi la présence d'une multitude de petites chapelles et potales réparties sur le territoire. ⁸Le fort de Saint-Héribert, à l'extrémité nord de la commune, est construit entre 1888 et 1892 pour faire partie de la ceinture défensive de Namur. Comme les autres ouvrages défensifs de ce type, le fort ne peut résister efficacement à l'artillerie allemande et tombe le 24 août 1914. Ce jour-là, Bois-de-Villers connaît des exactions durant lesquelles cinq maisons auraient été brûlées. En 1940, la garnison de Saint-Héribert est citée pour sa résistance du 11 au 21 mai. ⁹L'histoire de la commune est encore marquée par deux incendies notables. Le premier est celui de la maison communale et des écoles attenantes, en 1934, durant lequel sont détruits les bâtiments de l'administration et les archives communales ; le second est celui de l'église, en 1965, qui est, par la suite, entièrement rasée et reconstruite en béton dans un style contemporain.

Le 1er janvier 1977, la commune de Bois-de-Villers est fusionnée avec les communes d'Arbre, Lesve, Lustin, Profondeville et Rivière pour former l'actuelle commune de Profondeville. La fusion forme une entité de 7.401 habitants pour 4.958 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Ces communes ont des activités économiques identiques (production de fruits, tourisme). Ce sont des localités résidentielles typiques du sud de la ville de Namur. Leur groupement a pour but de constituer un relais important et dynamique sur la Meuse entre Namur et les trois autres centres touristiques jalonnant la vallée : Yvoir, Dinant, Hastière. ". ¹⁰

5 HASQUIN H., idem, p. 198.

6 DELOOZ R., idem, p. 120.

7 HASQUIN H., idem.

8 Inventaire du patrimoine immobilier culturel, en ligne : https://lampspw.wallonie.be/dgo4/site_ipic (consulté le 07/07/2023).

9 Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Namur, Bruxelles, 2008, p. 338.

10 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ". ¹¹

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi

11 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes de Bois-de-Villers et de Profondeville constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.¹²

La première situation connue est celle brossée par l'inventaire des archives de la commune dressé en 1840. En 1969, la commune demande le classement de ses archives par l'Union des villes et des communes.¹³

Un rapport d'inspection de Gaston Beterams daté de 1967 note des pertes " à la suite de la guerre de 1940 " et en 1934 ; un second rapport daté de 1969 précise qu'à cette dernière date, les archives ont été en grande partie détruites lors de l'incendie de la maison communale. Beterams note en 1967 que le secrétaire communal est favorable à un dépôt ; en 1969 toutefois, le rapport

12 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune de Bois-de-Villers " et " Commune de Profondeville ".

13 Consulter le n° 54 de cet inventaire.

n'estime qu'aucune des archives encore conservées par la commune n'est susceptible d'intéresser les Archives de l'État. Il s'agit de documents administratifs contemporains et de registres de la population, en bon état et bien rangés dans une chambre blindée attenante au secrétariat.

Deux inspections ont lieu ensuite dans la nouvelle entité de Profondeville ; de la première, effectuée en janvier 1977 par Cécile Douxchamps-Lefèvre, il ressort qu'une partie des archives des anciennes communes est déjà regroupée à la maison communale de Profondeville à l'époque (le reste devant suivre), et que la commune envisage de confier la gestion des archives à un cadre retraité en tant que bénévole. La seconde inspection est datée de 1991 ; Françoise Jacquet-Ladrier note que les archives communales sont bien rangées et étiquetées, que le matériel est adéquat et les locaux propres.

En 1986, l'Union des villes et des communes est chargée de classer les archives ; ce faisant, elle établit un inventaire des archives des anciennes communes, y compris Bois-de-Villers. Il s'agit d'un relevé par thématique suivant le classement de l'Union des villes.

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir sa pérennité, la commune a signé, en date du 31 août 2020, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Profondeville. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 15 septembre 2023 sous le n° 2023/24.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Bois-de-Villers entre 1846 et 1976. Les documents antérieurs à la Seconde Guerre mondiale sont cependant, au total, fort peu nombreux. Le fonds contient notamment les registres aux délibérations du Conseil communal et ceux du Collège échevinal,¹⁴ ainsi que les registres de la population ouverts en 1846 et continués jusqu'en 1970.¹⁵ Il contient également certains dossiers entamés avant 1977 mais dont la gestion a été poursuivie après la fusion des communes.¹⁶

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement

14 Consulter les n° 8 à 12 et 2 à 5 du présent inventaire.

15 Consulter les n° 180 à 193 du présent inventaire.

16 Il s'agit des n° 79, 88, 169, 173 et 563 du présent inventaire.

que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels

qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension

du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie, <http://geoportail.wallonie.be>. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les

services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif.¹⁷ Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne.

¹⁸Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique

17 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

18 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- 1** Registre des ordres du jour des séances du Conseil communal. 28 janvier 1906 - 13 octobre 1926. 1 volume
Non consultable
- 2** 2 - 5 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL. 1912-1929, 1934-1976. 27 janvier 1912 - 23 décembre 1929. 1 volume
Non consultable
- 3** 14 avril 1934 - 11 octobre 1949. 1 volume
Non consultable
- 4** 7 novembre 1949 - 29 décembre 1962. 1 volume
Non consultable
- 5** 1er janvier 1963 - 21 décembre 1976. 1 volume
Non consultable
- 6** Procès-verbaux originaux. 1927. 1 cahier
Non consultable
- 7** Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1953-1956, 1958-1960, 1967, 1970, 1973-1974. 1 chemise
Non consultable

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 8** 8 - 12 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU COLLÈGE ÉCHEVINAL. 1857-1925, 1934-1966, 1971-1976. 28 février 1857 - 5 janvier 1882. 1 volume
Non consultable
- 9** 19 mars 1882 - 10 novembre 1889.

	Non consultable	1 volume
10	8 novembre 1890 - 6 juillet 1925. Non consultable	1 volume
11	12 avril 1934 - 19 avril 1966. Non consultable	1 volume
12	15 janvier 1971 - 27 décembre 1976. Non consultable	1 volume
13	<i>C. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")</i> Dossier relatif aux enquêtes de commodo et incommodo. 1963, 1968, 1975. Non consultable	1 chemise
	<i>D. RÉPERTOIRE DES ACTES</i>	
14	14 - 18 RÉPERTOIRES DES ACTES. 1884-1940. 1884-1894. Non consultable	1 cahier
15	1894-1901. Non consultable	1 cahier
16	1902-1917. Non consultable	1 cahier
17	1917-1937. Non consultable	1 cahier
18	1937-1940. Non consultable	1 cahier
19	Relevé des actes reçus par le bourgmestre présentés tardivement à la formalité de la transcription. 1969.	1 pièce

Non consultable

E. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

20 - 24 CORRESPONDANCE GÉNÉRALE. 1925-1929, 1948-1971, 1975.

- | | | |
|----|--|-----------|
| 20 | 1925-1929. | 1 chemise |
| | Non consultable | |
| 21 | 1948-1949. | 1 chemise |
| | Non consultable | |
| 22 | 1950-1959. | 1 liasse |
| | Non consultable | |
| 23 | 1960-1969. | 1 liasse |
| | Non consultable | |
| 24 | 1970-1971, 1975. | 1 chemise |
| | Non consultable | |
| | 25 - 35 REGISTRES-INDICATEURS DE LA CORRESPONDANCE. 1927-1967. | |
| 25 | 21 mars 1927 - 17 avril 1929. | 1 volume |
| | Non consultable | |
| 26 | 2 janvier 1939 - 20 septembre 1943. | 1 volume |
| | Non consultable | |
| 27 | 22 septembre 1943 - 22 mai 1958. | 1 volume |
| | Non consultable | |
| 28 | 4 janvier 1952 - 31 décembre 1954. | 1 volume |
| | Non consultable | |
| 29 | 1er janvier 1955 - 29 décembre 1956. | 1 volume |
| | Non consultable | |

-
- 30 1er janvier 1957 - 5 janvier 1959. 1 volume
Non consultable
- 31 22 mai 1958 - 26 avril 1952. 1 volume
Non consultable
- 32 7 janvier 1959 - 31 décembre 1959. 1 volume
Non consultable
- 33 2 janvier 1960 - 17 mars 1962. 1 volume
Non consultable
- 34 19 mars 1962 - 11 septembre 1964. 1 volume
Non consultable
- 35 17 septembre 1964 - 7 avril 1967. 1 volume
Non consultable
- 36 *F. TUTELLE ADMINISTRATIVE*
Dossier relatif à la tutelle du commissaire d'arrondissement sur les actes de la commune. 1963, 1965, 1969. 1 chemise
Non consultable
- G. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE*
- 37 37 - 43 DOSSIERS RELATIFS AUX CONTENTIEUX ET AUX ACTIONS EN JUSTICE. 1939, 1952, 1957-1959, 1963-1972.
Lettre du gouverneur au bourgmestre et réponse relatives au contentieux l'opposant à deux membres du Conseil communal. 1939. 2 pièces
Non consultable
- 38 Corporation nationale de l'agriculture et de l'alimentation (CNAA) au sujet de matériel volé par l'armée occupante. 1952. 1 chemise
Non consultable
- 39 La commune contre l'Office national des pensions et du chômage (ONPC), au sujet du paiement de chômeurs mis au travail pour le compte de la commune. 1957-1959.

	Non consultable	1 chemise
40	La commune contre Jules Collard, instituteur, au sujet du règlement scolaire arrêté par le Conseil communal. 1963.	1 chemise
	Non consultable	
41	La commune contre Auguste Patiny, au sujet de la vétusté d'un immeuble. 1964-1972.	1 chemise
	Non consultable	
42	La commune contre la commune de Rivière, au sujet de l'exploitation d'une cimenterie. 1967-1972.	1 chemise
	Non consultable	
43	La commune contre Alfred Lehanne, au sujet de malfaçons constatées après l'exécution des travaux d'aménagement du parking de la place communale. 1969-1972.	1 chemise
	Non consultable	

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 44** Dossier relatif aux servitudes militaires. 1935-1936. 1 chemise
Non consultable
- 45** Dossier relatif aux noms des rues. 1948, 1970. 1 chemise
Non consultable
- 46** Dossier relatif à la surveillance des repères et des rivets de nivellement et de géodésie. 1949, 1963, 1972-1973. 1 chemise
Non consultable
- 47** Dossier relatif au reclassement de la commune. 1955, 1965, 1971-1973. 1 chemise
Non consultable
- 48** Dossier relatif au numérotage des maisons. 1959-1960. 1 chemise
Non consultable
- 49** Dossier relatif à la fusion des communes. 1974-1976. 1 liasse
Non consultable
- ### B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES
- 50** Dossier relatif aux éloges funèbres des bourgmestres Joseph Fosseppez, Jules-Joseph Marchal et Léon François. 1959, 1966, 1970. 1 chemise
Non consultable
- 51** Dossier relatif aux traitements et pensions des bourgmestres et échevins. 1959-1976. 1 chemise
Non consultable
- 52** Dossier relatif à l'installation des conseillers communaux et à la nomination des échevins. 1975-1976. 1 chemise
Non consultable

C. ARCHIVES COMMUNALES

- 53** Lettres des Archives générales du Royaume relatives à l'inspection, à la conservation et au dépôt des archives communales. 1957-1959, 1967, 1969. 1 chemise
Non consultable

- 54** Pièces relatives au classement des archives et des documents communaux par l'Union des villes et communes belges (UVCB). 1969-1970. 1 chemise
Non consultable

*D. PERSONNEL DES SERVICES***1. GÉNÉRALITÉS**

- 55** Dossier relatif aux traitements du personnel communal. 1935, 1939-1944. 1 chemise
Non consultable

- 56** Dossier relatif aux distinctions honorifiques. 1955-1974. 1 chemise
Non consultable

- 57** Registre du personnel. [1959-1960]. 1 cahier
Non consultable

2. DOSSIERS DU PERSONNEL

- 58** Dossier individuel de Léon Lambert, receveur communal. 1919-1960. 1 chemise
Non consultable

59 - 62 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1930-1935, 1937, 1951-1960.

- 59** Léopold Benoît. 1930-1935, 1937, 1954. 1 chemise
Non consultable

- 60** Joseph Binamé. 1934. 1 chemise
Non consultable

- 61** Zénobe Gillet. 1951-1960.

	Non consultable	1 chemise
62	Marcel Copette. 1957.	1 chemise
	Non consultable	
	<i>63 - 65 DOSSIERS INDIVIDUELS DES CANTONNIERS-FOSSOYEURS. 1931, 1934-1960.</i>	
63	Jules Guillaume Istasse. 1931, 1934-1935, 1938.	1 chemise
	Non consultable	
64	Émile Riffart. 1935-1951.	1 chemise
	Non consultable	
65	Théodule Crépin. 1937-1960.	1 chemise
	Non consultable	
	<i>66 - 68 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1933-1964.</i>	
66	Victor Massin. 1933-1951.	1 chemise
	Non consultable	
67	Raoul Leloup. 1947-1958.	1 chemise
	Non consultable	
68	Simon Thomas. 1953-1964.	1 chemise
	Non consultable	
69	Dossier individuel de Raymond Defrène, commis temporaire. 1943-1946.	1 chemise
	Non consultable	
70	Dossier relatif au recrutement d'un secrétaire communal. 1946.	1 chemise
	Non consultable	
71	Discours prononcé à la suite du décès de Colart, instituteur. [2de moitié XXe siècle].	1 pièce
	Non consultable	

-
- 72 III. PATRIMOINE
Dossier relatif aux aliénations. 1882-1883, 1924, 1934-1946, 1954-1973.
Non consultable 1 liasse
- 73 Dossier relatif aux acquisitions. 1905, 1936-1942, 1954, 1959-1975.
Non consultable 1 liasse
- 74 Procès-verbal d'enquête tendant à supprimer une partie de l'ancien chemin n° 25 et le sentier n° 69. 1924.
Non consultable 1 pièce
- 75 Procès-verbal d'enquête tendant à obtenir l'autorisation de détourner le sentier traversant la propriété d'Octave Bernet. 1924.
Non consultable 1 pièce
- 76 *76 - 78 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS. 1935, 1957-1958, 1962-1963, 1972-1975.*
Logements scolaires. 1935, 1957, 1962-1963.
Non consultable 1 chemise
- 77 Kiosque. 1957-1958.
Non consultable 1 chemise
- 78 Bâtiments et terrains sis au lieudit La Criée à la " Centrale Fruits Wépion " (CFW). 1972-1975.
Non consultable 1 chemise
- 79 Dossier relatif aux échanges de parcelles de terrain. 1939, 1942, 1974-1975, 1977.
Non consultable 1 chemise
- 80 Dossier relatif aux ventes de bois, taillis et futaies. 1946-1948, 1969.
Non consultable 1 chemise

81	81 - 88 DOSSIERS RELATIFS AUX EMPRISES. 1954-1979. Chemin n° 5 et sentier n° 40. 1954-1956.	1 liasse
	Non consultable	
82	Chemin n° 18. 1954-1958.	1 chemise
	Non consultable	
83	Chemins n° 4 et 24. 1955-1960.	1 chemise
	Non consultable	
84	Chemin sans numéro dit du Baty. 1956-1957.	1 chemise
	Non consultable	
85	Chemin n° 2. 1957.	1 chemise
	Non consultable	
86	Chemin n° 9. 29 juin 1959.	1 pièce
	Non consultable	
87	Chemin du cimetière. 1961-1964.	1 chemise
	Non consultable	
88	Chemins n° 2, 4 et 6. 1961-1979.	1 liasse
	Non consultable	
89	Dossier relatif aux donations et aux legs. 1959-1977.	1 chemise
	Non consultable	

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 90** Formulaires statistiques relatifs à la comptabilité communale.
1946-1963. 1 chemise
- Non consultable

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 91** *91 - 97 BUDGETS ANNUELS. 1919-1928, 1930-1976.*
1919. 1 chemise
- Non consultable
- 92** 1920-1928. 1 chemise
- Non consultable
- 93** 1930-1939. 1 chemise
- Non consultable
- 94** 1940-1949. 1 liasse
- Non consultable
- 95** 1950-1959. 1 liasse
- Non consultable
- 96** 1960-1969. 1 liasse
- Non consultable
- 97** 1970-1976. 1 liasse
- Non consultable
- 108** 2. EMPRUNTS
Dossier relatif aux subsides alloués pour les travaux d'amélioration
de la voirie. 1937, 1939. 1 chemise
- Non consultable

98	98 - 107 DOSSIERS RELATIFS AUX EMPRUNTS. 1937-1976. Emprunts n° 1-9. 1937-1949.	1 liasse
	Non consultable	
99	Emprunts n° 10-19. 1949-1955.	1 chemise
	Non consultable	
100	Emprunts n° 20-29. 1955-1968.	1 liasse
	Non consultable	
101	Emprunts n° 30-39. 1959-1963.	1 chemise
	Non consultable	
102	Emprunts n° 40-49. 1963-1969.	1 chemise
	Non consultable	
103	Emprunts n° 50-59. 1964-1967.	1 chemise
	Non consultable	
104	Emprunts n° 61-68. 1967-1971.	1 chemise
	Non consultable	
105	Emprunts n° 70-79. 1971-1974.	1 chemise
	Non consultable	
106	Emprunts n° 80-89. 1973-1975.	1 chemise
	Non consultable	
107	Emprunts n° 90 et 93. 1974-1976.	1 chemise
	Non consultable	
110	3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Dossier relatif aux ouvertures de crédits. 1946, 1956-1976.	1 chemise
	Non consultable	
109	Dossier relatif à la répartition du Fonds des communes en fonction de la superficie de la voirie. 1948-1976.	

1 chemise

Non consultable

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR**1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ****111 - 126 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1958-1973.****111****1958.**

1 cahier

Non consultable

112**1959.**

1 cahier

Non consultable

113**1960.**

1 cahier

Non consultable

114**1961.**

1 cahier

Non consultable

115**1962.**

1 cahier

Non consultable

116**1963.**

1 cahier

Non consultable

117**1964.**

1 cahier

Non consultable

118**1965.**

1 cahier

Non consultable

119**1966.**

1 cahier

Non consultable

120**1967.**

1 cahier

Non consultable

121	1968. Non consultable	1 cahier
122	1969. Non consultable	1 cahier
123	1970. Non consultable	1 chemise
124	1971. Non consultable	1 chemise
125	1972. Non consultable	2 cahiers
126	1973. Non consultable	1 cahier

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

127	<i>127 - 132 COMPTES ANNUELS. 1922, 1925-1973, 1975-1976.</i> 1922, 1925-1929. Non consultable	1 chemise
128	1930-1939. Non consultable	1 chemise
129	1940-1949. Non consultable	1 chemise
130	1950-1959. Non consultable	1 liasse
131	1960-1969. Non consultable	1 chemise
132	1970-1973, 1975-1976.	1 liasse

	Non consultable	
133	<i>133 - 160 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1945-1949, 1956-1976.</i> 1945.	1 chemise
	Non consultable	
134	1946.	1 chemise
	Non consultable	
135	1947.	1 chemise
	Non consultable	
136	1948.	1 chemise
	Non consultable	
137	1949.	1 chemise
	Non consultable	
138	1956.	1 liasse
	Non consultable	
139	1957.	1 chemise
	Non consultable	
140	1958.	1 chemise
	Non consultable	
141	1959.	1 chemise
	Non consultable	
142	1960.	1 chemise
	Non consultable	
143	1961.	1 chemise
	Non consultable	
144	1962.	1 liasse

	Non consultable	
145	1963.	1 chemise
	Non consultable	
146	1964.	1 chemise
	Non consultable	
147	1965.	1 chemise
	Non consultable	
148	1966.	1 chemise
	Non consultable	
149	1967.	1 liasse
	Non consultable	
150	1968.	1 liasse
	Non consultable	
151	1969.	1 chemise
	Non consultable	
152	1970.	1 chemise
	Non consultable	
153	1971.	1 liasse
	Non consultable	
154	1972.	1 chemise
	Non consultable	
155	1973.	1 chemise
	Non consultable	
156	156 - 157 1974 1re partie.	1 liasse
	Non consultable	

157	2de partie. Non consultable	1 liasse
158	1975. Non consultable	1 chemise
159	159 - 160 1976 1re partie. Non consultable	1 liasse
160	2de partie. Non consultable	1 liasse
161	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Compte de fin de gestion rendu par Léon Lambert, receveur sortant, envers son successeur Raoul Leloup. 1957. Non consultable	1 cahier
<i>D. IMPOSITIONS ET TAXES</i>		
162	162 - 170 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES COMMUNALES. 1935- 1977. Marchés. 1935, 1956, 1960. Non consultable	1 chemise
163	Véhicules ordinaires. 1936, 1946, 1950, 1952, 1962-1963, 1966, 1968, 1970. Non consultable	1 chemise
164	Expertise des viandes. 1939, 1947, 1950. Non consultable	1 chemise
165	Inhumations, exhumations, transports funèbres et utilisations du caveau d'attente. 1939-1940, 1949, 1953, 1955, 1959-1960, 1965, 1974. Non consultable	1 chemise

166	Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques. 1942-1943, 1965-1976.	1 chemise
	Non consultable	
167	Personnel occupé et force motrice. 1954-1976.	1 chemise
	Non consultable	
168	Spectacles et divertissements. 5 avril 1965.	1 pièce
	Non consultable	
169	Immeubles bâtis raccordés à l'égout. 1971-1977.	1 chemise
	Non consultable	
170	Enlèvement des immondices. 1972-1976.	1 chemise
	Non consultable	
171	<i>E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> Statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis. 1958-1965, 1967-1972.	1 chemise
	Non consultable	
172	Matrice cadastrale, situation passive (212 PM). [1973-1977].	1 liasse
	Non consultable	
173	Liste de concordance après fusion. [1977].	1 chemise
	Non consultable	

-
- 174** V. ÉTAT CIVIL
Règlement sur les inhumations et la police du cimetière. 1931, 1947.
Non consultable 1 chemise
- 175** États des personnes nées, mariées, divorcées ou décédées dans la commune. 1934.
Non consultable 1 chemise
- 176** Dossier relatif aux vérifications des registres d'état civil par le Parquet du procureur du Roi. 1934-1943, 1947-1949, 1954-1956, 1961-1968, 1973-1975.
Non consultable 1 chemise
- 177** Dossier relatif aux adoptions. 1961-1974.
Non consultable 1 chemise
- 178** Listes annuelles des publications de mariage. 1965-1967, 1970-1975.
Non consultable 1 chemise
- 179** Liste annuelle des naissances enregistrées. 1974.
Non consultable 1 pièce

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

180	180 - 193 REGISTRES DE LA POPULATION. 1846-1900, 1911-1920, 1931-1970. 1846-1866.	1 volume
	Non consultable	
181	1867-1900.	1 volume
	Non consultable	
182	182 - 183 1911-1920. Volume 1.	1 volume
	Non consultable	
183	Volume 3, folios 376-500.	1 volume
	Non consultable	
184	184 - 186 1931-1947. Volume 1.	1 volume
	Non consultable	
185	Volume 2.	1 volume
	Non consultable	
186	Volume 3.	1 volume
	Non consultable	
187	187 - 189 1948-1960. Volume 1.	1 volume
	Non consultable	
188	Volume 2.	1 volume
	Non consultable	
189	Volume 3.	

	Non consultable	1 volume
190	<i>190 - 193 1961-1970.</i> Volume 1.	1 volume
	Non consultable	
191	Volume 2.	1 volume
	Non consultable	
192	Volume 3.	1 volume
	Non consultable	
193	Volume 4.	1 volume
	Non consultable	
194	Graphiques-statistiques relatifs aux mouvements de la population. 1857-1976.	1 chemise
	Non consultable	
195	Rapports préalables à la radiation d'office de particuliers. 1923, 1925.	2 pièces
	Non consultable	
	196 - 203 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1931-1980.	
196	<i>196 - 197 1931-1947.</i> A - K.	1 fichier (ca 2.500 fiches)
	Non consultable	
197	L - Z.	1 fichier (ca 2.500 fiches)
	Non consultable	
198	<i>198 - 200 1948-1960.</i> A - Dr.	1 fichier (ca 3.000 fiches)
	Non consultable	
199	Du - M.	

	Non consultable	1 fichier (ca 3.000 fiches)
200	N - Z.	1 fichier (ca 3.000 fiches)
	Non consultable	
201	201 - 202 1961-1970. A-D.	1 volume
	Non consultable	
202	E-Z.	1 volume
	Non consultable	
203	1971-1980.	1 volume
	Non consultable	
204	204 - 207 RELEVÉS GÉNÉRAUX DES MOUVEMENTS DE LA POPULATION. 1946-1974. 1946-1949.	1 chemise
	Non consultable	
205	1950-1959.	1 chemise
	Non consultable	
206	1960-1969.	1 chemise
	Non consultable	
207	1970-1974.	1 chemise
	Non consultable	
208	Registre des délibérations du Collège communal pour les radiations d'office. 1954-1964.	1 volume
	Non consultable	
209	Registre des décès survenus dans une autre commune. 1955-1958.	1 volume
	Non consultable	
210	Registre des naissances survenues dans une autre commune.	

	1955-1975.	1 volume
	Non consultable	
211	211 - 214 FICHES-INDEX DE LA POPULATION. 1961-1970. A-C.	1 volume
	Non consultable	
212	D-G.	1 volume
	Non consultable	
213	H-M.	1 volume
	Non consultable	
214	N-Z.	1 volume
	Non consultable	
215	215 - 216 REGISTRES DES ENTRÉES. 1961-1976. 1961-1973.	1 volume
	Non consultable	
216	1973-1976.	1 volume
	Non consultable	
217	217 - 218 REGISTRES DES SORTIES. 1961-1976. 1961-1974.	1 volume
	Non consultable	
218	1974-1976.	1 volume
	Non consultable	
219	<i>B. CARTES D'IDENTITÉ</i> Registre de délivrance des pièces d'identité pour enfants de moins de 12 ans. 1956-1976.	1 volume
	Non consultable	
220	Registre des cartes d'identité. 1957-1969.	

1 volume

Non consultable

C. ÉTRANGERS

- 221** 221 - 222 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1928-1933, 1936-1955.
1928-1933. 1 volume
Non consultable
- 222** 1936-1955. 1 volume
Non consultable
- 223** Dossiers individuels. 1948-1973. 1 liasse
Non consultable
- 224** Dossier relatif aux demandes et autorisations d'occuper un
travailleur étranger. 1956-1957, 1960-1964, 1966, 1974. 1 chemise
Non consultable
- 225** 225 - 226 REGISTRES DE CONTRÔLE DES CARTES D'IDENTITÉ.
1959-1970. 1 volume
1959-1966. Non consultable
- 226** 1966-1970. 1 volume
Non consultable
- 227** Registre de contrôle des certificats d'inscription. 1966-1970. 1 volume
Non consultable

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 228** Dossier relatif à la formation des listes des jurés pour la Cour d'assises. 1947, 1952, 1956-1957, 1960, 1964, 1973. 1 liasse
Non consultable
- 229** 229 - 240 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1929-1937, 1948-1950, 1952-1954, 1958-1976. 1929-1932. 1 cahier
Non consultable
- 230** 1932-1938. 1 cahier
Non consultable
- 231** 1935-1937. 1 cahier
Non consultable
- 232** 1948-1950. 1 cahier
Non consultable
- 233** 1952-1954. 1 cahier
Non consultable
- 234** 1958-1960. 1 cahier
Non consultable
- 235** 1960-1962. 1 cahier
Non consultable
- 236** 1962-1964. 1 cahier
Non consultable
- 237** 1966-1968. 1 cahier
Non consultable
- 238** 1969-1971. 1 cahier

	Non consultable	
239	1970-1972.	1 cahier
	Non consultable	
240	1974-1976.	1 cahier
	Non consultable	
241	B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES Dossier relatif à la formation et à la révision des listes des électeurs pour les Conseils de prud'hommes. 1926-1928, 1932, 1934, 1950.	1 liasse
	Non consultable	
242	242 - 248 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1938, 1946, 1949-1952, 1954-1956, 1958-1959, 1972-1974. 1938.	1 cahier
	Non consultable	
243	1946.	1 cahier
	Non consultable	
244	1949-1952.	1 cahier
	Non consultable	
245	1954.	1 cahier
	Non consultable	
246	1954-1956.	1 cahier
	Non consultable	
247	1958-1959.	1 cahier
	Non consultable	
248	1972-1974.	1 cahier
	Non consultable	
249	Registre d'inscriptions des réclamations. 1946-1949.	

1 cahier

Non consultable

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS250 - 255 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES.
1926, 1946, 1952, 1958, 1964, 1970.**250**

1926.

1 chemise

Non consultable

251

1946.

1 chemise

Non consultable

252

1952.

1 chemise

Non consultable

253

1958.

1 chemise

Non consultable

254

1964.

1 chemise

Non consultable

255

1970.

1 chemise

Non consultable

256

Dossier relatif aux élections provinciales. 1929.

1 chemise

Non consultable

257 - 260 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES.
1929, 1949-1950, 1954.**257**

1929.

1 chemise

Non consultable

258

1949.

1 chemise

Non consultable

259

1950.

1 chemise

Non consultable

260	1954. Non consultable	1 chemise
261	261 - 265 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 1958, 1961, 1968, 1971, 1974. 1958. Non consultable	1 chemise
262	1961. Non consultable	1 chemise
263	1968. Non consultable	1 chemise
264	1971. Non consultable	1 chemise
265	1974. Non consultable	1 chemise
266	Dossier relatif à la consultation populaire du 12 mars 1950. 1950. Non consultable	1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

267	Registre des militaires en congé illimité. 1908-1946.	1 volume
	Non consultable	
268	268 - 312 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1932-1969, 1972-1976. 1932.	1 chemise
	Non consultable	
269	1933.	1 chemise
	Non consultable	
270	1934.	1 chemise
	Non consultable	
271	1935.	1 chemise
	Non consultable	
272	1936.	1 chemise
	Non consultable	
273	1937.	1 chemise
	Non consultable	
274	1938.	1 chemise
	Non consultable	
275	1939.	1 chemise
	Non consultable	
276	1940.	1 chemise
	Non consultable	
277	1941.	1 chemise
	Non consultable	

278	1942. Non consultable	1 chemise
279	1943. Non consultable	1 chemise
280	1944. Non consultable	1 chemise
281	1945. Non consultable	1 chemise
282	1946. Non consultable	1 chemise
283	1947. Non consultable	1 chemise
284	1948. Non consultable	1 chemise
285	1949. Non consultable	1 chemise
286	1950. Non consultable	1 chemise
287	1951. Non consultable	1 chemise
288	1952. Non consultable	1 chemise
289	1953. Non consultable	1 chemise
290	1954.	1 chemise

	Non consultable	
291	1955.	1 chemise
	Non consultable	
292	1956.	1 chemise
	Non consultable	
293	1957.	1 chemise
	Non consultable	
294	1958.	1 chemise
	Non consultable	
295	1959.	1 chemise
	Non consultable	
296	1960.	1 chemise
	Non consultable	
297	1961.	1 chemise
	Non consultable	
298	1962.	1 chemise
	Non consultable	
299	1963.	1 chemise
	Non consultable	
300	1964.	1 chemise
	Non consultable	
301	1965.	1 chemise
	Non consultable	
302	1966.	1 chemise
	Non consultable	
303	1967.	

	Non consultable	1 chemise
304	1968.	1 chemise
	Non consultable	
305	1969.	1 chemise
	Non consultable	
306	1970.	1 chemise
	Non consultable	
307	1971.	1 chemise
	Non consultable	
308	1972.	1 chemise
	Non consultable	
309	1973.	1 chemise
	Non consultable	
310	1974.	1 chemise
	Non consultable	
311	1975.	1 chemise
	Non consultable	
312	1976.	1 chemise
	Non consultable	
313	Registre des inscrits, des sursitaires et des ajournés. 1935-1940.	1 cahier
	Non consultable	
314	Registres auxiliaires des recettes et des dépenses relatives aux rémunérations accordées aux familles des mobilisés. 1939-1940.	3 cahiers
	Non consultable	

-
- 315 315 - 316 DOSSIERS RELATIFS AUX INDEMNITÉS DE MILICE. 1939-1974.
1939-1949. 1 liasse
Non consultable
- 316 1950-1974. 1 chemise
Non consultable
- 317 Dossier relatif aux militaires inscrits dans d'autres communes.
1940-1958. 1 chemise
Non consultable
- 318 Dossier relatif aux engagements volontaires. 1948-1949, 1951-1953, 1959, 1972. 1 chemise
Non consultable
- 319 Dossier relatif aux miliciens appelés ou rappelés. 1952-1973. 1 liasse
Non consultable
- 320 Fichier relatif aux militaires en congés illimités. 1957-1976. 1 fichier (ca 100 fiches)
Non consultable
- B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX*
- 321 Registres de classement. 1935-1938, 1950-1951. 1 chemise
Non consultable
- 322 Dossier relatif aux réquisitions militaires. 1938-1949, 1968. 1 liasse
Non consultable
- 323 Dossier relatif aux dégâts causés par les troupes en manœuvre.
1965-1968. 1 chemise
Non consultable
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 324 Dossier relatif aux dommages de guerre. 1920, 1928-1929, 1934, 1940-1943, 1946-1950, 1959-1960, 1969. 1 liasse

-
- Non consultable
- 325** Dossier relatif à la mobilisation. 1939-1940. 1 chemise
Non consultable
- 326** Livre des recettes et des dépenses spéciales. 1939-1947. 1 volume
Non consultable
- 327** Dossier relatif à la section locale de la Fédération nationale des anciens prisonniers de guerre (FNAPG). 1943-1972. 1 liasse
Non consultable
- 328** Dossier relatif à l'épuration civique et aux recours en grâce. 1945-1951. 1 chemise
Non consultable
- 329** Dossier relatif aux pensions de guerre. 1947, 1955-1961, 1963-1965, 1970-1971, 1973-1976. 1 chemise
Non consultable
- 330** Dossier relatif aux prisonniers politiques. 1948-1950, 1955, 1957. 1 chemise
Non consultable
- 331** Dossier relatif aux déportés. 1969-1975. 1 chemise
Non consultable

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

332 - 334 DOSSIERS RELATIFS AUX MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE. 1933-1960.

- 332** Pro justitia et exploits d'huissier. 1933, 1936-1941, 1945, 1950-1953.
Non consultable 1 chemise
- 333** Bulletins de condamnations et extraits du casier judiciaire. 1934-1939.
Non consultable 1 chemise
- 334** Répertoire des exploits d'huissiers. 1935-1960.
Non consultable 1 cahier
- 335 - 340 DOSSIERS RELATIFS AUX MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ, LA SÉCURITÉ ET L'ORDRE PUBLICS. 1911, 1934-1975.
- 335** Lettre d'héritiers et inventaire relatifs à l'organisation d'une vente aux enchères des biens de Célestin Parmentier, négociant décédé. 1911.
Non consultable 2 pièces
- 336** Vérifications périodiques des poids, mesures et instruments de pesage. 1934-1972.
Non consultable 1 chemise
- 337** Dossier relatif aux courses cyclistes et automobiles. 1935-1975.
Non consultable 1 liasse
- 338** Détenteurs de pigeons voyageurs. 1942-1973.
Non consultable 1 chemise
- 339** Dépôts temporaires d'explosifs. 1949, 1952-1953, 1955-1957, 1962-1963.
Non consultable 1 chemise
- 340** Permis de chasse et de tenderie aux oiseaux. 1954-1975.

	Non consultable	1 chemise
341	Carnets d'avertissements. 1958-1962.	2 cahiers
	Non consultable	
	<i>B. SERVICE D'INCENDIE ET AUTRES SERVICES D'ORDRE COMMUNAUX</i>	
342	Pièces relatives aux travaux d'installation d'une sirène pour la défense passive. 25 mai 1941, 7 juin 1941.	2 pièces
	Non consultable	
343	Dossier relatif à la protection civile. 1955-1961, 1964, 1967.	1 chemise
	Non consultable	
344	Dossier relatif aux bouches d'incendie. 1955-1956, 1959, 1971-1976.	1 chemise
	Non consultable	

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. INSPECTION D'HYGIÈNE

- 345** Dossier relatif à l'inspection d'hygiène. 1961-1971. 1 chemise
Non consultable

B. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

- 346** Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire. 1923-1924, 1927, 1944-1948, 1953-1959, 1965-1967. 1 chemise
Non consultable

C. SURVEILLANCE DE LA PRATIQUE MÉDICALE

- 347** Listes des praticiens de l'art de guérir. 1939, 1950, 1957, 1969. 1 chemise
Non consultable

D. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

348 - 350 DOSSIERS RELATIFS AUX CAMPAGNES DE VACCINATION. 1941, 1947, 1950-1976.

- 348** Vaccination antivariolique. 1941, 1947, 1950-1976. 1 liasse
Non consultable

- 349** Vaccination antipoliomyélitique. 1958-1960, 1962-1963. 1 chemise
Non consultable

- 350** Vaccinations antidiphthérique et antitétanique. 1959-1960. 1 chemise
Non consultable

- 351** Registres des vaccinations. 1969-1976. 1 volume
Non consultable

E. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

- 352** Bulletins d'analyse d'eau. 1919, 1934, 1953-1955, 1961-1964, 1967-1969. 1 chemise
Non consultable

-
- 353** *F. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS*
Dossier relatif à la lutte contre les logements insalubres. 1959-1962, 1965-1966, 1975.
Non consultable 1 chemise
- G. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES*
- 354** 354 - 366 DOSSIERS RELATIFS AUX AUTRES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES. 1903-1976.
Chaudières à vapeur. 1903-1967.
Non consultable 1 chemise
- 355** Salles frigorifiques, Nicolas Falise. 1939.
Non consultable 1 chemise
- 356** Poste de soudure électrique, Maurice Marchal, rue Alfred Baré. 1939.
Non consultable 2 pièces
- 357** Atelier de nettoyage à sec et de teinturerie, Jules Simon, rue Roger Dosimont, 9. 1951.
Non consultable 1 chemise
- 358** Atelier de torréfaction du café, Nicolas Falise, rue Raymond Noël, 29. 1951.
Non consultable 1 chemise
- 359** Atelier de ferronnerie, Aimé Defosse-Marbaise. 1955.
Non consultable 1 chemise
- 360** Atelier de constructions métalliques et tubulaires, René Marchal, rue Piette Charles, sur la parcelle cadastrée section C, n° 798D. 1955-1956.
Non consultable 1 chemise
- 361** Station d'engraissement et d'abattage de volailles, SA Etablissements Nicolas Falise et Compagnie Beurrière et Fromagère Réunis, sur la parcelle cadastrée section C, n° 942M. 1960.
1 chemise

	Non consultable	
362	Ruchers. 1960-1967.	1 chemise
	Non consultable	
363	Silos. 1960-1962, 1976.	1 chemise
	Non consultable	
364	Marbrerie, Léon Clobert, rue Raymond Noël, 53. 1962.	1 chemise
	Non consultable	
365	Dépôt de chiffons et de mitrailles, Arthur Miler. 1970.	1 chemise
	Non consultable	
366	Tirs au clay. 1975-1976.	1 chemise
	Non consultable	
367	367 - 368 DOSSIERS RELATIFS AUX AUTORISATIONS ACCORDÉES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE BRIQUETERIES TEMPORAIRES. 1908, 1923-1927. Élisé Thiroit, chemin n° 5. 1908.	1 pièce
	Non consultable	
368	Louis Ernest, rue de l'Église. 1923, 1927.	1 chemise
	Non consultable	
369	369 - 381 DOSSIERS RELATIFS AUX AUTORISATIONS ACCORDÉES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE RÉSERVOIRS DE CARBURANTS. 1919- 1976. Rue Corne franche. 1919.	1 pièce
	Non consultable	
370	Route de Wépion.	1 chemise
	Non consultable	
371	Place de l'Église.	1 chemise
	Non consultable	

372	Route de Floreffe. Non consultable	1 chemise
373	Rue Abbé Istasse. Non consultable	1 chemise
374	Rue Elie Bertrand. Non consultable	1 chemise
375	Rue Georges Marchal. Non consultable	1 chemise
376	Rue Léon François. Non consultable	1 chemise
377	Rue Léopold Crasset. Non consultable	1 chemise
378	Rue Lucien Fosseppez. Non consultable	1 chemise
379	Rue Raymond Noël. Non consultable	1 chemise
380	Rue Roger Dosimont. Non consultable	1 chemise
381	Rue des Six-Bras. Non consultable	1 chemise
382	382 - 383 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT DE BOULANGERIES. 1929, 1945-1946. Joseph Grandgagnage, rue Piette Charles 25. 1929. Non consultable	1 pièce
383	René Bacq, rue Général Jacques, sur la parcelle cadastrée section° C, n° 1102D. 1945-1946. Non consultable	1 chemise

-
- 384** 384 - 389 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT DE GARAGES AUTOMOBILES. 1930-1964. Edmond Delbascour, le long du chemin menant à l'église. 1930-1931. 1 chemise
Non consultable
- 385** Atelier de réparation de véhicules automobiles, rue Noël Raymond au lieudit " Quatre Bras ". 1945, 1973. 1 chemise
Non consultable
- 386** Désiré Dermine, rue Raymond Noël, 10. 1949. 1 chemise
Non consultable
- 387** Joseph Crasset, rue Raymond Noël, sur la parcelle cadastrée section° C, n° 62C2. 1959. 1 chemise
Non consultable
- 388** Léopold Devigne, rue Émile Mazy, sur la parcelle cadastrée section° C, n° 1105. 1959-1960. 1 chemise
Non consultable
- 389** Jacquy Fosséprez, rue Lucien Fosséprez, 3, sur la parcelle cadastrée section C, n° 880E2. 1964. 1 chemise
Non consultable
- 390** 390 - 393 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT DE BOUCHERIES-CHARCUTERIES. 1935, 1945, 1955, 1962. Alexis Demeuse, sur la parcelle cadastrée section C, n° 962E. 1935. 1 chemise
Non consultable
- 391** Marcel Rigaux, rue Louis Fernand. 1945. 1 chemise
Non consultable
- 392** Jacques Blampain, Place de l'Armistice, 3, sur la parcelle cadastrée section C, n° 954M. 1955. 1 chemise
Non consultable

-
- 393** André Adam, Place de l'armistice, 13. 1962.
Non consultable 1 chemise
- 394** 394 - 399 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATIONS
POUR L'ÉTABLISSEMENT DE MOTEURS. 1935-1936, 1964.
J. Colart-Bournonville, dans un bâtiment sis rue Chêne à l'image. 20
juin 1919.
Non consultable 1 pièce
- 395** F. Istace, dans un bâtiment sis rue Corne franche. 20 juin 1919.
Non consultable 1 pièce
- 396** Émile Fosseppez, à la carrière du Baufaut, sur la parcelle cadastrée
section A, n° 40. 1935.
Non consultable 1 chemise
- 397** Nicolas Falise, sur les parcelles cadastrées section C, n° 936M,
934C et 935K. 1935.
Non consultable 1 chemise
- 398** Jules Marchal, rue Charle Piette, 25. 1936.
Non consultable 1 chemise
- 399** SA Tilkens, rue Raymond Noël, 15. 1964.
Non consultable 1 chemise
- 400** 400 - 401 REGISTRES-INDICATEURS DES AUTORISATIONS
ACCORDÉES. 1935-1967.
Établissements de 1re classe. 1935-1967.
Non consultable 1 volume
- 401** Établissements de 2e classe. 1951-1963.
Non consultable 1 volume
- 402** 402 - 407 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATIONS
POUR L'ÉTABLISSEMENT D'ATELIERS DE MENUISERIE. 1939, 1949-
1968.
Charles Delvaux, rue Abbé Raymond Istasse, 8. 1939.

	Non consultable	2 pièces
403	Hector Sippet, rue Albert Binet, 3. 1949.	1 chemise
	Non consultable	
404	Léon Marchal, rue Albert Jacob, 1. 1950-1957.	1 chemise
	Non consultable	
405	Victor Sacré, rue Édouard Binamé, 4. 1961.	1 chemise
	Non consultable	
406	Joseph Sippet, rue Lucien Fosséprez, sur la parcelle cadastrée section° C, n° 872B. 1966-1967.	1 chemise
	Non consultable	
407	Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux (CIBE), rue Georges Marchal, au lieudit Biafaux. 1968.	1 chemise
	Non consultable	
408	408 - 412 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT ET LA MODIFICATION D'USINES ET MANUFACTURES AGROALIMENTAIRES. 1945-1971. Laiterie-beurrerie, SA SOGETRAC, rue Raymond Noël, 10. 1945-1951.	1 chemise
	Non consultable	
409	Laiterie, SA Établissements Nicolas Falise, rue Raymond Noël, 32 et 45, sur les parcelles cadastrée section C, n° 935I et n° 935Q. 1951-1965.	1 chemise
	Non consultable	
410	Laiterie, SPRL MILCOLAC, rue Raymond Noël. 1956-1957.	1 chemise
	Non consultable	
411	Laiterie, SA Synergie, chaussée de Wépion à Saint-Gérard. 1962.	1 chemise
	Non consultable	
412	Limonaderie, SA H. Tilkens, rue Raymond Noël, 15. 1962-1971.	1 chemise

Non consultable

413 - 416 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT DE SALLES DE SPECTACLE ET CINÉMAS. 1950-1957.

413 Maurice [Delhaine] pour des représentations cinématographiques dans des locaux privés. 1923. 1 pièce

Non consultable

414 Association des œuvres paroissiales, sur la parcelle cadastrée section C, n° 704D et n° 704E. 1950. 1 pièce

Non consultable

415 ASBL Club de Marlagne, rue Jules Barbouse, 20. 1955-1957. 1 chemise

Non consultable

416 ASBL La Société royale dramatique Les amis de la paix, rue Jules Borbouse, sur la parcelle cadastrée section C, n° 949E2. 1956. 1 chemise

Non consultable

417 - 437 DOSSIERS RELATIFS AUX AUTORISATIONS ACCORDÉES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE RÉSERVOIRS À GAZ PROPANE OU BUTANE. 1951-1976.

417 Rue Raymond Noël. 1 chemise

Non consultable

418 Place de l'Armistice. 1 chemise

Non consultable

419 Rue non identifiée. 1 pièce

Non consultable

420 Rue Abbé Istasse. 1 chemise

Non consultable

421 Rue Binamé Bajart. 1 chemise

Non consultable

422 Rue Camille Stavaux.

	Non consultable	1 chemise
423	Rue Édouard Binamé.	1 chemise
	Non consultable	
424	Rue Élie Bertrand.	1 chemise
	Non consultable	
425	Rue Émile Mahaux.	1 chemise
	Non consultable	
426	Rue Ernest Delvaux.	1 chemise
	Non consultable	
427	Rue Floris Duculot.	1 chemise
	Non consultable	
428	Rue Gaston Ragon.	1 chemise
	Non consultable	
429	Rue Jules Binamé.	1 chemise
	Non consultable	
430	Rue Jules Borbouse.	1 chemise
	Non consultable	
431	Rue Léon Crasset.	1 chemise
	Non consultable	
432	Rue Léon Dosimont.	1 chemise
	Non consultable	
433	Rue Léon François.	1 chemise
	Non consultable	
434	Rue Léopold Crasset.	1 chemise
	Non consultable	

435	Rue Lucien Fosseprez. Non consultable	1 chemise
436	Rue Omer Mottint. Non consultable	1 chemise
437	Rue René Masnuy. Non consultable	1 chemise
611	Rue Alfred Barré.	1 chemise
438	Relevé des points de vente de carburants. 1972. Non consultable	1 pièce
439	<i>H. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT</i> Dossier relatif à la pollution de l'eau. 1966-1976. Non consultable	1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 440 Plans relatifs au projet de construction d'une maison d'école des deux sexes, de logements d'instituteur et d'institutrice, d'une salle communale et d'un cabinet d'archives. 1863.
1 chemise
Non consultable
- 441 Pièces relatives aux travaux d'aménagement du secrétariat communal. 1927.
1 chemise
Non consultable
- 442 Dossier relatif aux travaux de reconstruction des bâtiments communaux et de construction de nouvelles classes. 1934-1938, 1940.
1 liasse
Non consultable
- 443 Dossier relatif aux travaux d'installation de la distribution d'eau et d'appareils sanitaires dans les bâtiments communaux. 1939.
1 chemise
Non consultable
- 612 Métré descriptif et cahier des charges relatifs aux travaux de peinture et de tapisserie à la maison communale. 1950-1951.
2 pièces
- 444 Dossier relatif aux travaux de réparation exécutés aux bâtiments communaux. 1961-1963.
1 chemise
Non consultable
- 445 Dossier relatif au projet d'installation du chauffage central à la maison communale et aux bâtiments scolaires. 1974.
1 chemise
Non consultable
2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
- 446 Plans relatifs aux travaux d'aménagement des locaux scolaires. 1909.

	Non consultable	1 chemise
447	Dossier relatif aux travaux d'aménagement des écoles communales. 1926-1936.	1 liasse
	Non consultable	
448	Plan relatif aux travaux de construction d'une remise pour l'institutrice. 27 décembre 1935.	1 pièce
	Non consultable	
449	Dossier relatif aux travaux d'agrandissement et d'amélioration des écoles communales. 1937-1939.	1 chemise
	Non consultable	
450	Dossier relatif aux travaux d'installation du chauffage central dans les locaux scolaires. 1937-1939.	1 chemise
	Non consultable	
451	Dossier relatif aux travaux d'amélioration des locaux scolaires. 1937, 1939-1944, 1961.	1 chemise
	Non consultable	
452	Dossier relatif aux modifications des clôtures des écoles communales. 1939.	1 chemise
	Non consultable	
453	Dossier relatif aux travaux d'alimentation d'eau aux lavabos du vestiaire et au bloc sanitaire dans la cour de l'école des garçons. 1940.	1 chemise
	Non consultable	
454	Dossier relatif aux travaux d'agrandissement des classes. 1955-1956.	1 chemise
	Non consultable	
455	Dossier relatif aux travaux de restauration des écoles. 1959-1961.	1 chemise
	Non consultable	
456	Dossier relatif aux travaux de chauffage aux écoles communales. 1967-1968.	

	Non consultable	1 chemise
457	Dossier relatif aux travaux d'agrandissement du préau à l'école des garçons. 1972.	1 chemise
	Non consultable	
458	Dossier relatif aux travaux de restauration des clôtures des bâtiments scolaires. 1972-1973.	1 chemise
	Non consultable	
459	Dossier relatif aux travaux de restauration de la classe de l'étage. 1972-1973.	1 chemise
	Non consultable	
460	Dossier relatif aux travaux de construction d'un réfectoire à l'école des garçons. 1974.	1 chemise
	Non consultable	
	3. BÂTIMENTS DU CULTE	
461	Dossier relatif aux travaux de réparation de la toiture réalisés au presbytère. 1926-1928.	1 chemise
	Non consultable	
	<i>462 - 468 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX RÉALISÉS À L'ÉGLISE. 1927, 1929-1930, 1938-1939, 1955-1956, 1963-1967.</i>	
462	Réfection du clocher. 1927.	1 chemise
	Non consultable	
463	Installation du chauffage. 1929-1930, 1955-1956.	1 chemise
	Non consultable	
464	Réparation et accordage des cloches. 1938-1939.	1 chemise
	Non consultable	
465	Amélioration de l'éclairage. 1963-1964.	1 chemise
	Non consultable	
466	Restauration du clocher. 1963-1964.	

	Non consultable	1 chemise
467	Placement de portes vitrées dans le porche. 1964.	2 pièces
	Non consultable	
468	Démolition des ruines. 1965-1967.	1 chemise
	Non consultable	
469	Dossier relatif aux travaux de construction d'un nouveau presbytère. 1955-1956, 1959-1960, 1962-1964, 1967.	1 chemise
	Non consultable	
470	<i>470 - 471 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CENTRE PAROISSIAL. 1966-1974.</i> 1re partie.	1 liasse
	Non consultable	
471	2de partie.	1 liasse
	Non consultable	
472	Dossier relatif aux travaux de démolition et de reconstruction d'une chapelle située à l'angle des rues Jules Borbouse et Floris Duculot. 1972-1973.	1 chemise
	Non consultable	
473	4. CIMETIÈRE Dossier relatif aux travaux d'agrandissement et d'aménagement du nouveau cimetière. 1928-1931.	1 chemise
	Non consultable	
474	Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire des murs de clôture du cimetière. 1958-1960.	1 chemise
	Non consultable	
475	<i>B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)</i> Dossier relatif aux modifications de la voirie. 1853-1964.	1 liasse

	Non consultable	
476	Dossier relatif aux travaux de construction d'un chemin dit " du Baty " reliant la place communale à la station du chemin de fer vicinal. 1909-1912, 1923-1924.	1 chemise
	Non consultable	
477	Dossier relatif aux travaux d'entretien de la voirie. 1924-1944.	1 chemise
	Non consultable	
478	478 - 490 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE LA VOIRIE. 1929, 1933-1967. Chemin n° 9. 1929-1938.	1 liasse
	Non consultable	
479	Chemin n° 1. 1933-1941.	1 chemise
	Non consultable	
480	Chemin n° 4. 1933, 1939-1947.	1 chemise
	Non consultable	
481	Chemin n° 30. 1936-1938.	1 chemise
	Non consultable	
482	Sentiers n° 42 et 70. 1936-1941.	1 chemise
	Non consultable	
483	Chemin de grande communication n° 103. 1937-1949.	1 chemise
	Non consultable	
484	Chemin n° 5. 1938-1956.	1 liasse
	Non consultable	
485	Chemin d'accès au cimetière. 1943, 1950, 1952.	1 chemise
	Non consultable	
486	Chemin dit " du Baty " ou rue Louis Fernand. [1944].	1 chemise
	Non consultable	

487	Chemin n° 20. 1949. Non consultable	1 chemise
488	Chemins n° 2, 4, 6 et Place communale. 1956-1967. Non consultable	1 chemise
489	Chemins agricoles n° 29, 92 et 100. 1964. Non consultable	1 chemise
490	Chemins n° 2, 30 et sans numéro dit rue du Baty. 1967. Non consultable	1 chemise
491	Plan relatif à l'inscription de nouveaux chemins à l'atlas des chemins vicinaux. 1933. Non consultable	1 pièce
492	Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire de la voirie. 1938-1941, 1946-1947, 1950-1952, 1957-1959. Non consultable	1 chemise
493	Plan relatif aux aqueducs des chemins n° 5 et 6, ainsi que des sentiers n° 36 et 40. [1re moitié XXe siècle]. Non consultable	1 pièce
494	Dossier relatif aux conventions conclues pour le passage de canalisations d'égouts sur des terrains privés. 1967-1969, 1972-1974. Non consultable	1 chemise
495	Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'un parking sur la Place communale. 1969. Non consultable	1 chemise
496	<i>C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES</i> Dossier relatif au classement des cours d'eau. 1954, 1957, 1969. Non consultable	1 chemise

*D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE***1. DISTRIBUTION D'EAU**

- 497** Dossier relatif aux travaux d'établissement du réseau. 1912-1937.
1 liasse
Non consultable
- 498** *498 - 499 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'EXTENSION DU RÉSEAU. 1934-1947, 1956-1977.*
1934-1947.
1 liasse
Non consultable
- 499** 1956-1977.
1 liasse
Non consultable
- 500** Dossier relatif à la participation à la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1936-1975.
1 liasse
Non consultable
- 501** *501 - 502 PLANS EN ROULEAU RELATIFS AU RÉSEAU LOCAL DE BOIS-DE-VILLERS. 1937.*
Chemins n° 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 27, route de l'État vers Wépion, route de Floreffe, route de Burnot et sentier n° 15.
1 pièce
Non consultable
- 502** Chemins n° 1, 3, 4, 5, 12, 13, 15, 17, 24, 25, 29, 30, 31, 36, 42, 49, 70, 98, 99, 102, chemin du Bâty, route de Wépion et place communale.
1 pièce
Non consultable
- 503** Dossier relatif aux raccordements particuliers. 1938, 1950-1952, 1963-1976.
1 chemise
Non consultable
- 504** Dossier relatif à l'aménagement d'une station de pompage d'eau sur la parcelle cadastrée section C, n° 1159U par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1959-1960.
1 chemise
Non consultable
- 505** Dossier relatif à la fourniture d'eau par la Compagnie

intercommunale bruxelloise des eaux (CIBE). 1973, 1976.
1 chemise
Non consultable

506 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif à la fourniture d'électricité à la commune par la SA Centrales électriques de l'Entre-Sambre-et-Meuse et de la Région de Malmédy (ESMA). 1917-1937, 1948-1949.
1 liasse
Non consultable

507 Plans relatifs au réseau de distribution d'électricité et d'éclairage public. 1924-1929, 1937, 1971, 1974.
1 liasse
Non consultable

508 *508 - 513 DOSSIER RELATIF AUX TRAVAUX D'EXTENSION ET DE RENFORCEMENT DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ. 1927-1976. 1927-1929.*
1 chemise
Non consultable

509 1934-1939.
1 chemise
Non consultable

510 1941-1942, 1947-1949.
1 chemise
Non consultable

511 1950, 1954-1959.
1 chemise
Non consultable

512 1962-1964, 1968-1969.
1 chemise
Non consultable

513 1972-1976.
1 liasse
Non consultable

514 *514 - 515 DOSSIERS RELATIFS À LA PARTICIPATION AUX COOPÉRATIVES INTERCOMMUNALES. 1935-1975.*
SA Centrales électriques de l'Entre-Sambre-et-Meuse et de la Région de Malmédy (ESMA). 1935-1936, 1948, 1954, 1959, 1961,

	1965, 1971, 1974.	1 chemise
	Non consultable	
515	Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1956-1959, 1965-1967, 1972.	1 chemise
	Non consultable	
516	<i>516 - 520 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'EXTENSION DU RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC. 1936-1943, 1948-1974.</i> 1936-1939.	1 liasse
	Non consultable	
517	1940-1943, 1948-1949.	1 chemise
	Non consultable	
518	1950-1959.	1 chemise
	Non consultable	
519	1960-1969.	1 chemise
	Non consultable	
520	1970-1974.	1 chemise
	Non consultable	
521	Dossier relatif à l'établissement de transformateurs et autotransformateurs statiques par la SA Centrales électriques de l'Entre-Sambre-et-Meuse et de la Région de Malmédy (ESMA). 1938, 1956-1957.	1 chemise
	Non consultable	
522	Dossier relatif aux travaux de déplacement de poteaux électriques. 1950-1956, 1959, 1968-1969.	1 chemise
	Non consultable	
523	Dossier relatif aux travaux de construction de cabines de transformation. 1951, 1954-1959.	1 chemise
	Non consultable	

-
- 524** Dossier relatif à l'établissement de lignes aériennes. 1959-1967.
1 chemise
Non consultable
- 525** Dossier relatif à l'établissement de postes de transformation aériens par la SA Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX). 1963, 1969.
1 chemise
Non consultable
- 526** 3. TÉLÉPHONE
Plan relatif aux travaux d'agrandissement du bureau central téléphonique de la commune. 1938.
1 pièce
Non consultable
- 527** *527 - 530 DOSSIERS RELATIFS AUX INSTALLATIONS TÉLÉPHONIQUES RÉALISÉES PAR LA RÉGIE DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES (RTT). 1940, 1952-1976.*
1940.
2 pièces
Non consultable
- 528** 1952-1959.
1 chemise
Non consultable
- 529** 1960-1969.
1 liasse
Non consultable
- 530** 1970-1976.
1 liasse
Non consultable
- 531** 4. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif à la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV). 1893-1974.
1 liasse
Non consultable
- 532** Dossier relatif à l'exploitation d'un service d'autobus. 1931-1932, 1948, 1955-1961, 1965-1967, 1971, 1974.
1 chemise
Non consultable
- 533** Dossier relatif aux travaux de construction d'abris pour voyageurs.

1962-1974.

1 chemise

Non consultable

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. PLANS COMMUNAUX

534 Dossier relatif au plan général d'alignement du chemin n° 9. 1931, 1935-1937, 1939.

1 pièce

Non consultable

535 Dossier relatif aux modifications du plan général d'alignement des chemins n° 2, 4, 5, 6 et du sentier n° 40. 1949-1952.

1 chemise

Non consultable

536 Plans de la commune. [1950-1976].

1 chemise

Non consultable

537 Dossier relatif au plan du secteur de Namur. 1968-1970.

1 liasse

Non consultable

2. PERMIS DE BÂTIR

538 Dossier relatif aux demandes de petites transformations, constructions et d'alignements de voiries. 1908, 1929, 1934-1975.

1 chemise

Non consultable

539 Dossier relatif au lotissement Dallemagne. 1969-1972.

1 chemise

Non consultable

-
- 540** XII. ENSEIGNEMENT
Dossier relatif aux parts communales des pensions du personnel enseignant. 1913, 1916.
Non consultable 1 chemise
- 541** Lettre de J. Steignier demandant la fermeture de la classe pour un jour. 7 mars 1916.
Non consultable 1 pièce
- 542** Dossier relatif à l'école adoptée. 1939-1941, 1945-1958.
Non consultable 1 chemise
- 543** Dossier relatif à l'inspection de l'État. 1948-1965.
Non consultable 1 chemise
- 544** États justificatifs détaillés des suppléments communaux de traitements payés au personnel des écoles primaires et gardiennes communales. 1954-1959.
Non consultable 1 chemise
- 545** Dossier relatif au règlement scolaire. 1955, 1960-1962.
Non consultable 1 chemise
- 546** Relevés nominatifs du personnel enseignant. 1959-1970.
Non consultable 1 chemise
- 547** Comptes annuels des écoles communales. 1959-1963, 1966-1967, 1971-1976.
Non consultable 1 chemise
- 548** Dossier relatif aux subventions de fonctionnement. 1960-1968.
Non consultable 1 chemise
- 549** Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1961-1963, 1974-1975.
Non consultable 1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

- 550** Discours prononcé par le bourgmestre H. Weller à l'occasion de la fête de l'Armistice. 11 novembre 1945.
Non consultable 1 pièce
- 551** Dossier relatif à la bibliothèque publique de la commune. 1948-1952, 1958-1960, 1964-1966, 1971-1976.
Non consultable 1 chemise
- 552** Dossier relatif aux célébrations de noces d'or. 1953-1955, 1964.
Non consultable 1 chemise
- 553** Dossier relatif aux fêtes en l'honneur de la famille royale. 1957-1973.
Non consultable 1 chemise
- 554** Dossier relatif aux cérémonies patriotiques. 1957-1975.
Non consultable 1 chemise
- 555** Dossier relatif aux subsides alloués aux sociétés. 1957-1976.
Non consultable 1 chemise
- 556** Dossier relatif au cercle royal dramatique " Les Amis de la Paix ". 1960, 1964.
Non consultable 1 chemise
- 557** Dossier relatif à l'ASBL Fraternelle des anciens du fort " Ceux de Saint-Héribert ". 1960-1968.
Non consultable 1 chemise
- 558** Dossier relatif aux festivités. 1960-1975.
Non consultable 1 liasse
- 559** Notes historiques relatives au village de Bois-de-Villers. 1961.
Non consultable 1 chemise
- 560** Dossier relatif aux visites et aux explorations spéléologiques et naturalistes. 1965-1968, 1971, 1975.
1 chemise

Non consultable

561 Dossier relatif au camping " La Haute Marlagne ". 1972. 1 chemise

Non consultable

562 Pièces relatives au 850e anniversaire de l'abbaye de Floreffe. 1972-1973. 1 chemise

Non consultable

563 Dossier relatif aux groupements et sociétés locales. 1974-1976, 1981. 1 chemise

Non consultable

564	XIV. ÉCONOMIE Dossier relatif à la culture et à la vente de fraises. 1942, 1955-1959, 1963-1964, 1967, 1970, 1975.	1 chemise
	Non consultable	
565	Cartes de commerçants ambulants. 1947-1976.	1 liasse
	Non consultable	
566	Fiches d'exploitants. [1948].	1 liasse
	Non consultable	
567	Dossier relatif à l'amélioration de la race bovine. 1948-1961.	1 chemise
	Non consultable	
568	Dossier relatif aux lauréats du travail. 1952-1976.	1 chemise
	Non consultable	
569	<i>569 - 571 DOSSIERS RELATIFS AUX DÉGÂTS AGRICOLES. 1954-1976.</i> 1954-1959.	1 liasse
	Non consultable	
570	1960-1969.	1 liasse
	Non consultable	
571	1970-1976.	1 chemise
	Non consultable	
572	Dossier relatif aux subventions allouées pour compenser la hausse du prix des céréales fourragères. 1956-1964.	1 chemise
	Non consultable	
573	Dossier relatif aux autorisations d'exploiter un service de taxis. 1960, 1970.	1 chemise
	Non consultable	
574	Attestations d'activité. 1961-1974.	1 chemise

Non consultable

575 Dossier relatif au repos hebdomadaire dans le commerce et l'artisanat. 1961-1975. 1 liasse

Non consultable

576 Dossier relatif aux cartes professionnelles pour étrangers. 1962-1966. 1 chemise

Non consultable

577 Liste des exploitants de plus d'un hectare. [3e quart XXe siècle]. 1 pièce

Non consultable

XV. AFFAIRES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

*578 - 582 DOSSIERS RELATIFS AUX COLLOCATIONS D'ALIÉNÉS
PLACÉS EN INSTITUT. 1934-1938, 1942-1968, 1975.*

578	1934-1938.	1 chemise
	Non consultable	
579	1942-1949.	1 chemise
	Non consultable	
580	1950-1959.	1 liasse
	Non consultable	
581	1960-1968.	1 chemise
	Non consultable	
582	1975.	1 chemise
	Non consultable	
583	Dossier relatif aux pensions de retraite allouées aux ouvriers mineurs. 1936.	1 chemise
	Non consultable	
584	Dossier relatif aux aides allouées aux estropiés et aux mutilés. 1950-1975.	1 liasse
	Non consultable	
585	Dossier relatif aux secours aux sinistrés. 1953, 1964-1970.	1 chemise
	Non consultable	
586	Dossier relatif aux primes à la construction. 1953-1972.	1 chemise
	Non consultable	
587	Dossier relatif à l'aide aux veuves et aux orphelins. 1957, 1972.	1 chemise
	Non consultable	
588	Dossier relatif aux secours des aveugles. 1961, 1966-1975.	1 chemise
	Non consultable	

589 - 590 REGISTRES DES DEMANDES DE PRESTATIONS. 1963-1976.

- | | | |
|------------|---|-----------|
| 589 | Pensions pour travailleurs indépendants. 1963-1972. | 1 cahier |
| | Non consultable | |
| 590 | Revenu garanti aux personnes âgées. 1971-1976. | 1 cahier |
| | Non consultable | |
| 591 | Dossier relatif aux primes de naissance. 1969-1976. | 1 chemise |
| | Non consultable | |

XVI. RELATIONS AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE SAINT-ROCH

A. GÉNÉRALITÉS ET PERSONNEL

592 Pièces relatives au traitement du personnel d'église. 14 juin 1928, 17 juin 1928.

2 pièces

Non consultable

593 Dossier relatif au renouvellement des membres du Conseil de fabrique et du Bureau des marguilliers. 1945, 1948, 1951, 1954, 1960, 1963, 1969, 1972, 1975-1976.

1 chemise

Non consultable

594 Correspondance générale. 1952-1953, 1974.

1 chemise

Non consultable

B. PATRIMOINE

595 Dossier relatif aux dons et aux legs. 1928, 1946, 1952, 1973, 1975-1976.

1 chemise

Non consultable

596 Dossier relatif à l'échange de la parcelle sise à Bois-de-Villers, au lieudit Ry Doyen, cadastrée section °A, n° 121C, appartenant à Édouard Marchal, contre une parcelle sise à Bois-de-Villers, au lieudit El Cour, cadastrée section C, n° 704D et 704E, appartenant à la Fabrique d'église. 1950.

1 chemise

Non consultable

597 Dossier relatif à l'aliénation de la parcelle cadastrée section C, n° 703F à la commune pour y transférer une cabine électrique. 1954-1955.

1 chemise

Non consultable

C. FINANCES

598 598 - 603 BUDGETS ANNUELS. 1929-1930, 1935-1976. 1929.

1 cahier

Non consultable

599 1930, 1935-1939.

1 chemise

	Non consultable	
600	1940-1949.	1 chemise
	Non consultable	
601	1950-1959.	1 chemise
	Non consultable	
602	1960-1969.	1 chemise
	Non consultable	
603	1970-1976.	1 chemise
	Non consultable	
604	604 - 609 COMPTES ANNUELS. 1924-1928, 1933-1976. 1924-1928.	1 chemise
	Non consultable	
605	1933-1939.	1 chemise
	Non consultable	
606	1940-1949.	1 chemise
	Non consultable	
607	1950-1959.	1 chemise
	Non consultable	
608	1960-1969.	1 chemise
	Non consultable	
609	1970-1976.	1 chemise
	Non consultable	
610	Dossier relatif à la comptabilité de la Fabrique d'église. 1947, 1952- 1953, 1956-1965.	1 chemise
	Non consultable	